

Annexe A8-8
Guichet Unique

ANNEXE A8-8

PROCESSUS À SUIVRE POUR L'OBTENTION DES AUTORISATIONS, LISTE DES AUTORISATIONS ET DÉLAIS D'OBTENTION, CONSÉQUENCE DES RETARDS DANS L'OBTENTION, STATUT ET MODALITÉS DE FONCTIONNEMENT DU GUICHET UNIQUE

Concernant la réalisation de Stations et Espaces Autolib', la Concession prévoit que, sous réserve des dispositions de l'article 13 de ladite Concession, la date de démarrage du service débute le 272^{ème} jour à compter de la Notification et le 455^{ème} jour à compter de la Notification pour la phase 2 à l'issue de laquelle il est prévu que le Concessionnaire, sous les conditions de la Concession, réalise et mette en service 1098 stations conformément au Plan d'Affaires Conventionnel figurant en Annexe A8-4.

Compte tenu des délais nécessités pour l'obtention des autorisations de projet (pour la ville de Paris) et des autorisations de travaux pour l'ensemble des autres Communes membres du Syndicat Mixte Autolib', notamment au regard du règlement de Voirie de la Ville de Paris et de ses arrêtés de mise en œuvre et d'application, le Concessionnaire ne pourrait raisonnablement mettre en œuvre son plan de déploiement des Stations et Espaces AUTOLIB' dans les délais imposés par le Concédant.

C'est pourquoi, sur proposition du Concessionnaire et après discussions, le Concédant a accepté le principe de la création d'un Guichet Unique dont l'organisation et le rôle sont développés ci-après.

1. Organisation

Le Concédant créera en son sein à la date de Notification, un département doté d'un personnel suffisant et de compétences certaines pour remplir les missions ci-après. Ce département portera le nom de Guichet Unique Autolib' et il sera situé à l'adresse suivante :

SYNDICAT MIXTE AUTOLIB'
Guichet Unique
16 rue de la Banque
75002 Paris

2. Rôle du Guichet Unique

2.1. Assistance au processus de demande d'autorisations

Le Guichet Unique est un service administratif du Concédant qui a pour fonction de faire ses meilleurs efforts pour aider le Concessionnaire à coordonner le processus de demande



et d'obtention des autorisations qui lui sont nécessaires pour la réalisation des travaux et initié par ce dernier.

Il s'agit en particulier et sans être exhaustif des autorisations, déclarations et demandes suivantes :

- autorisations de projet,
- autorisations d'intervention
- demandes de raccordement,
- permissions de voirie,
- ,
- déclarations d'intention de commencement de travaux.

Le Guichet Unique organise avec le Concessionnaire les réunions préparatoires nécessaires au lancement du processus de demande des autorisations.

Il réunit ses membres et toutes autres personnes intéressées pour examiner les dossiers d'autorisation de projet préparés par le Concessionnaire. Le Guichet Unique peut pour ce faire inviter également les autres concessionnaires du domaine public, la Direction de la Voirie et la Préfecture de Police de Paris, et les collectivités locales concernées pour s'assurer de la conformité et de la faisabilité technique des demandes d'autorisations.

Les réunions préparatoires devront permettre d'intégrer dans les dossiers d'autorisation de projet:

- les Autorisations délivrées mettant à la disposition du Concessionnaire les Périmètres en voirie ;
- les limites géographiques des emprises et des installations de chantier,
- l'ensemble des travaux induits (notamment, les modifications d'ouvrages occupant déjà le domaine public, la remise en état définitive des chaussées et des trottoirs ainsi que de leurs équipements et accessoires, les mesures d'exploitation / signalisation, balisage particuliers ...)
- les points de raccordements sur les réseaux de distribution d'énergie.

Le Guichet Unique peut enfin prendre attache auprès des services administratifs compétents des membres du Syndicat Mixte ainsi que le cas échéant, des concessionnaires, de la Direction de la voirie, de la Préfecture de Police de Paris pour s'assurer du bon suivi des dossiers transmis par le Concessionnaire et de la délivrance des autorisations demandées.

2.2 Assistance à la coordination des réunions de contrôle et de réception des Stations et Espaces

Le Guichet Unique organise avec le Concessionnaire les réunions préparatoires. Il participe également aux réunions de coordination et de réception des Espaces et Stations organisées par le Concessionnaire.

2.3 Résolution des différends

Le Guichet Unique intervient à la demande du Concessionnaire pour prévenir et aider à la résolution des différends entre le Concessionnaire et les différents services administratifs concernés au moment de l'instruction technique des dossiers pour prévenir et faciliter les obtentions d'Autorisations.



En cas de retard ou de refus de délivrance d'une quelconque autorisation, il se rapproche des services compétents pour identifier les raisons de tout blocage et il propose en tant que de besoin toutes solutions appropriées.

3. Conditions de réalisation des travaux

Le Concessionnaire a prévu de déléguer la maîtrise d'ouvrage à un prestataire de bon niveau, habitué aux travaux de voirie et ayant une expérience des travaux soumis aux contraintes conjointes de la Préfecture de Police et de la Ville de Paris.

Le maître d'ouvrage délégué gèrera la conduite des dossiers administratifs de demandes d'autorisations, ainsi que le suivi des chantiers.

3.1 Désignation de l'implantation en voirie d'un Espace ou d'une Station

Au plus tard à la date de démarrage des études telle que prévue à l'Annexe A8-10, le Concessionnaire indiquera au Concédant son intention de retenir l'implantation soit d'un Espace soit d'une Station sur les Périmètres en voirie listés en Annexe A8-2 selon les conditions spécifiées dans la Concession. Les Parties, d'un commun accord, retiendront les implantations proposées par le Concessionnaire, sous réserve de la faisabilité technique de celles-ci, du bon fonctionnement du Service et d'un maillage géographique adapté.

3.2 Autorisations de projet

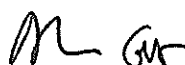
Il est rappelé que compte tenu des délais de déploiement des Stations et Espaces AUTOLIB' et de la planification de la réalisation des travaux, le Concédant confèrera au Concessionnaire les droits nécessaires à l'obtention des Autorisations sur les Périmètres en voirie dans un délai de 15 jours précédant la date de dépôt des demandes d'Autorisations et dans les conditions fixées à l'article 10 de la Concession.

En vue des réunions préparatoires prévues au paragraphe 2.1 ci-avant, le Concessionnaire déposera à compter de la deuxième semaine après la Notification de la Concession entre 100 et 150 dossiers d'autorisations tous les mois dont une copie sera adressée au Guichet unique.

Afin que le Concessionnaire puisse respecter son planning prévisionnel de travaux, le Concédant organisera ces réunions préparatoires avec les autres concessionnaires du domaine public, les collectivités locales et toutes autres parties concernées de telle manière qu'au moins cinquante dossiers d'autorisation de projet puissent être examinés chaque quinzaine en vue de fournir au Concessionnaire un avis ou le cas échéant des préconisations permettant à ce dernier d'effectuer le dépôt desdites autorisations auprès des administrations concernées.

Les dossiers d'autorisation de projet seront réalisés selon les principes suivants :

- Prise de mesures complémentaires sur la base des plans de voirie,
- Prise de photos nécessaires à la compréhension du site,
- Etablissement de plans de situation,



- Etablissement de plans existants et projetés au 1-200ème,
- Photomontages pour les Espaces Autolib'
- Notices descriptives / notices techniques

3.3 Travaux

Le planning prévisionnel pour la réalisation des travaux sera établi selon l'ordre de déploiement prévu en annexes A8-2 et A8-3 et en fonction des Autorisations délivrées.

Ce planning prévisionnel devra permettre l'ouverture de 250 stations en voirie à la Phase 1 et de 851 stations en voirie (en ce comprises les 250 stations de la Phase 1) à la Phase 2.

Ces travaux seront réalisés de façon à limiter la gêne occasionnée, aussi bien aux automobilistes qu'aux piétons, ils se dérouleront en 3 phases sur une base de 100 chantiers par mois à compter du 119^e jour de la Notification, le cas échéant, le nombre de chantiers à réaliser pourra être porté à plus de 150 par mois.

- Première phase : travaux préparatoires,
- Deuxième phase : mise en place des équipements Autolib',
- Troisième phase : mise en service des stations, après raccordement sur les réseaux techniques.

Les périodes de déploiement des phases 1 (250 premières stations) et 2.1 (fin du déploiement des stations en voirie), seront mises à profit pour négocier les accords avec les différents gestionnaires de parcs afin de permettre le phasage des travaux en parc à compter du 310^e jour de la Notification, en vue du déploiement total des 1098 stations prévues à la Phase 2.

4. Délais d'obtention des Autorisations

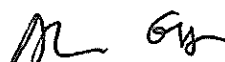
Afin de faciliter l'obtention des Autorisations, le Concessionnaire présentera l'ensemble des dossiers d'autorisation de projet sur la base du Dossier Type de Travaux figurant à l'Annexe A8-9 de la Convention de Concession.

A partir de la date de dépôt des Demandes du Concessionnaire, le Guichet Unique fera ses meilleurs efforts pour s'assurer de l'obtention des Autorisations (en ce compris les DICT) dans un délai de quarante (40) jours ouvrés à compter de la date de dépôt des dossiers d'autorisation de projet sous réserve que le dossier soit complet et conforme au Dossier Type de Travaux.

5. Conséquences des retards

5.1 Retard lié à l'obtention des Autorisations

En cas de retard qui ne lui est pas imputable, lié à l'obtention des Autorisations, le Concessionnaire sera déchargé de son obligation de mettre en service les Espaces ou Stations correspondantes aux dates mentionnées dans le premier paragraphe du préambule de la présente annexe ou d'ouvrir la phase concernée si les conditions figurant à l'article 13.3 de la Concession sont réunies. La mise en service sera alors décalée pour ces Stations ou Espaces pour le début de la phase concernée selon les conditions fixées au précité



article 13.3, d'un délai égal au temps de retard non imputable ainsi que d'un délai raisonnable pour la reprogrammation.

Par ailleurs, si le Concessionnaire ne pouvait bénéficier de l'intégralité des Autorisations dans les délais convenus pour une raison qui ne lui serait pas imputable, et si le Concessionnaire subissait un accroissement de ses charges d'équilibrage des Stations et Espaces AUTOLIB' en raison du maillage de Stations et d'Espaces AUTOLIB' qu'il ne pourrait réaliser conformément à son plan contractuel de déploiement, alors le Concedant :

- le déchargerait de ses obligations quant au respect des objectifs de performance liés à la disponibilité des véhicules et à la disponibilité des places au départ et à l'arrivée des stations pour les stations concernées et pendant le délai lié au retard ;
- l'indemniserait du préjudice causé par le retard de ces Autorisations dans les conditions prévues au contrat de Concession.

5.2 Retard par interruption de chantier

Il est prévu de réaliser les travaux en voirie sur une période continue et sans interruption du fait du Concessionnaire.

Toutefois, si une interruption sur un chantier devait intervenir par suite d'un fait non imputable au Concessionnaire, et si le retard pris sur ce chantier ne pouvait être récupéré sans impacter la réalisation des autres chantiers de la série de travaux confiés au même maître d'œuvre, il faudrait envisager que la fin des travaux sur le chantier retardé soit effectuée à la fin de la série confiée au dit maître d'œuvre. Toutefois, pour prévenir cette difficulté, le Concessionnaire présentera pour chaque tranche de travaux un nombre de dossiers à l'instruction plus important de manière à conserver un niveau raisonnable de souplesse dans la programmation, sous réserve de leur traitement par le Guichet Unique.

Il est convenu que seront considérés comme non imputables au Concessionnaire, les faits suivants :

- les journées d'intempéries affectant la réalisation des travaux des Stations. Sont comptées comme journées d'intempéries celles où le travail est arrêté, conformément aux dispositions de la loi n° 46-2299 du 21 octobre 1946, et de ses modificatifs éventuels (article L.5424-8 du Code du travail).
- les jours de grève générale de la Profession des Travaux Publics ou des corps d'état ou services publics dont les travaux de la Profession dépendent, au lieu d'exécution des travaux, à l'exclusion des jours de grève propres au sous-traitant VRD.

